Novembre 2018

CAFTA ACCA
Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

ACCA Perspectives commerciales

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires du Canada

Suivi sur le commerce

Ratification de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)

Le 29 octobre dernier, l'avis envoyé à la Nouvelle-Zélande, où siège le secrétariat du PTPGP, a marqué la fin de la démarche du Canada menant à l'entrée en vigueur de l'Accord. L'ACCA a salué la ratification rapide par le gouvernement fédéral de cette entente, en qualifiant le moment d'historique. « Nous franchissons avec confiance une étape décisive vers la diversification de nos échanges commerciaux, qui nous permettra de saisir les occasions qui se présentent auprès des marchés dynamiques de l'Asie-Pacifique », a alors déclaré le président de l'ACCA, Brian Innes.

Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires se sont réjouis que le projet de loi C-79, la législation visant la mise en œuvre de l'Accord du PTPGP, ait été approuvé rapidement par la Chambre des Communes et le Sénat afin que le projet soit adopté après la reprise des travaux parlementaires à l'automne. Après son examen par le Sénat, le projet de loi a rapidement reçu la sanction royale le 25 octobre, puis le gouvernement du Canada a avisé la Nouvelle-Zélande, dépositaire du PTPGP, le 29 octobre, qu'il avait ratifié l'Accord.

Le président de l'ACCA, Brian Innes (à gauche) en compagnie du ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr (à droite), après la ratification de l'Accord du PTPGP par le Canada.

Faisant partie de l'un des six premiers pays à ratifier l'Accord du PTPGP, les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires auront une foulée d'avance sur leurs concurrents et pourront profiter des avantages dont bénéficient les premiers signataires d'une telle entente. Le Canada a été le cinquième pays à ratifier l'Accord du PTPGP, après le Mexique, le Japon, Singapour et la Nouvelle-Zélande, ne laissant qu'un seul pays qui devait signer pour que l'Accord entre en vigueur 60 jours après la notification. Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires n'ont pas eu à attendre longtemps puisque l'Australie a confirmé sa ratification, le 31 octobre. L'Accord du PTPGP entrera donc en vigueur le 30 décembre prochain. Le Vietnam a depuis ratifié aussi l'Accord. L'ACCA prévoit une hausse des exportations vers les pays membres du PTPGP dès que les réductions de tarifs prévus par l'Accord vont se concrétiser.

Lorsque l'Accord du PTPGP sera entièrement mis en œuvre, on s'attend à ce que les exportations canadiennes de produits agroalimentaires augmentent de 2 milliards de dollars par année. Cette hausse et les emplois ainsi créés au Canada contribueront à l'objectif du gouvernement canadien de réaliser pour 75 milliards de dollars en exportations de produits agroalimentaires d'ici 2025.

- Lire la déclaration de l'ACCA sur la sanction royale du projet de loi C-79 ici.
- Lire la déclaration de l'ACCA sur la ratification de l'Accord du PTPGP par le Canada ici.
- Lire la déclaration de l'ACCA sur la ratification de l'Accord du PTPGP par l'Australie ici.

Accord de libre-échange modernisé entre le Canada et Israël

En mai 2018, le Canada et Israël ont signé le Protocole 2018 portant amendement à l'Accord de libre-échange entre le Canda et Israël, soit une mise à jour de l'ALE entre le Canada et Israël (ALÉCI) qui remonte à 1997. En vertu des amendements apportés à l'ALÉCI, de nouveaux chapitres sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, sur les obstacles techniques au commerce et sur la facilitation des échanges commerciaux ont été ajoutés. Les chapitres sur le règlement des différends, les dispositions institutionnelles, l'accès aux marchés et les règles d'origine ont aussi été modifiés. Plus particulièrement, l'ALÉCI modernisé éliminera ou réduira les tarifs sur les produits agroalimentaires, diminuera les obstacles techniques ainsi que les coûts des transactions.

Le 7 novembre, la Chambre des communes a approuvé le *Projet de loi C-85 : une Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Israël* et apportant des modifications connexes à d'autres lois en deuxième lecture pour renvoi au Comité permanent de la Chambre des communes sur le commerce international.

De la Colline parlementaire

L'ACCA est demeurée active sur la Colline parlementaire, par le biais de communications avec les députés et les sénateurs concernant l'importance des exportations canadiennes de produits agroalimentaires pour les producteurs et fabricants, ainsi que pour l'économie du pays.

- L'ACCA s'est présentée devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international en vue de commenter le projet de loi C-79. Lire la déclaration de l'ACCA à ce sujet ici.
- Dans le cadre des débats sur le projet de loi C-79 visant la mise en œuvre de l'Accord du PTPGP, les positions de l'ACCA ont été soulignées par des députés et des sénateurs.
    - Le critique conservateur à l'agriculture et l'agroalimentaire, Luc Berthold ainsi que le député Garnett Genuis ont cité la recherche parrainée par l'ACCA dans laquelle on indique que le PTPGP permettrait une hausse des exportations canadiennes de produits agroalimentaires pouvant aller jusqu'à deux milliards de dollars. Le sénateur Sabi Marwah a cité l'ACCA et le Conseil des viandes du Canada parmi les organisations qui se sont prononcées en faveur du PTPGP.
- L'ACCA a rencontré le secrétaire désigné à l'Agriculture du Mexique, Victor Villalobos, ainsi que le sous-secrétaire désigné, Miguel Garcia Winder, dans le cadre de la récente visite de ces derniers à Ottawa en vue de discuter de l'importance du commerce agroalimentaire entre le Canada et le Mexique.

Autres nouvelles

Rencontre ministérielle à Ottawa sur la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Le ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr, a accueilli 12 membres de l'OMC dans le cadre de la rencontre ministérielle à Ottawa sur la réforme de l'OMC, les 24 et 25 octobre dernier. Les douze membres provenaient de l'Australie, du Brésil, du Chili, de l'Union européenne, du Japon, du Kenya, de la Corée, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de Singapour et de la Suisse. Les discussions ont surtout porté sur trois thèmes : les interventions immédiates pour améliorer l'efficacité et les résultats de l'OMC; la sauvegarde et le renforcement des mécanismes de règlement des différends ainsi que la réactivation du mandat de l'OMC en matière de négociation.

- Lire ici le document de travail du Canada à ce sujet : Renforcement et modernisation de l'OMC.

Échanges entre les ministres canadiens et chinois de l'Agriculture

Le ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales de la Chine, Han Changfu, a coordonné une mission en Ontario et au Québec, au cours de laquelle les participants ont visité des usines de transformation de porcs et assisté au Forum pour la coopération entre les entreprises canadiennes et chinoises des secteurs de l'agriculture et des pêcheries. Dans le cadre de ce Forum tenu à Ottawa, le ministre canadien d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Lawrence MacAulay, a accueilli son homologue chinois, Han Changfu, et ces derniers ont signé de nombreuses ententes.

Cette visite précédait celle du ministre MacAulay en Chine du 3 au 10 novembre, son troisième voyage dans ce pays. Plusieurs foires commerciales étaient à son agenda ainsi que des discussions dans le cadre du dialogue stratégique et financier entre le Canada et la Chine (DSEF).

Dialogue stratégique et financier entre le Canada et la Chine

Le ministre des Finances, Bill Morneau, et le ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr, se sont rendus en Chine, du 10 au 13 novembre pour coprésider le DSEF. Le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Lawrence MacAulay, et le président du Conseil du Trésor, Scott Brison, étaient également présents. Le DSEF a été lancé en 2017 dans le but d'entretenir un dialogue régulier sur une coopération financière et économique à long terme entre le Canada et la Chine.

Au cours de la dernière rencontre du DSEF, le Canada et la Chine ont convenu de collaborer à doubler les échanges de produits agroalimentaires d'ici 2025 et de maintenir le processus d'exploration menant à un éventuel accord commercial global. La Chine représente l'un des plus gros marchés d'exportation de produits agroalimentaires. En 2017, le Canada y a exporté pour plus de 7 milliards de dollars de produits agroalimentaires, soit une hausse de 20 pour cent par rapport à 2016. La Chine est une composante majeure de l'objectif canadien de réaliser pour 75 milliards de dollars en exportations de produits agroalimentaires d'ici 2025. Il est évident qu'il est indispensable de tenir compte du secteur agroalimentaire dans le cadre de la relation commerciale entre le Canada et la Chine.

« Nous sommes enthousiasmés que ce dialogue ait souligné l'énorme potentiel du commerce agroalimentaire en reconnaissant qu'il s'agit d'un secteur prioritaire », a signalé le président de l'ACCA, Brian Innes. Un certain nombre d'obstacles persistent toutefois. Le potentiel de croissance des échanges avec la Chine est considérable, à la condition de régler cependant la question des barrières tarifaires et non tarifaires. Les tarifs imposés aux produits agroalimentaires qui entrent en Chine sont beaucoup plus élevés

que ceux des autres types de marchandises, ce qui explique que les tarifs constituent une priorité pour les exportateurs de produits agroalimentaires. Il sera très difficile de modifier ces tarifs dans le cadre des règles actuelles de l'OMC autrement que par un accord de libre-échange (ALE) global. Les négociations pour un ALE sont au cœur de la question et c'est pourquoi l'ACCA souhaite qu'on accorde une importance accrue aux questions sectorielles.

- Lire ici la déclaration de l'ACCA sur les aspects positifs d'une approche sectorielle dans le cadre d'un éventuel ALE avec la Chine.
- L'ACCA se réjouit des engagements visant à doubler les échanges de produits agroalimentaires avec la Chine d'ici 2025; pour plus d'information, consulter cette adresse.
- Lire ici le document de l'ACCA intitulé : *À la conquête de la Chine : accroître les exportations agroalimentaires du Canada vers la Chine.*

Au cas où cela vous aurait échappé...

Des obstacles à éliminer pour doubler les échanges commerciaux entre le Canada et la Chine
Le Canada peut éviter d'offenser les États-Unis en poursuivant un commerce sectoriel avec la Chine
Les organisations agricoles sont ravies de la ratification de l'Accord du PTPGP
La plupart des agriculteurs canadiens souhaitent une mise en œuvre rapide de l'Accord du PTPGP
Ottawa affirme qu'il poursuit ses démarches pour un Accord commercial global avec la Chine
L'avenir du commerce entre le Canada et la Chine.
« Il est indispensable que l'OMC s'adapte aux changements à venir au sein du commerce international », selon le directeur général de l'OMC.

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org **Suivez-nous :** @CAFTA_ACCA